

Cinquième Commandement : Tu ne commettras pas de meurtre.

Très souvent, on traduit le Cinquième Commandement par « tu ne tueras pas », pour aller vite ; mais en Hébreu, Dieu dit « tu ne commettras pas de meurtre ». Quelle est la différence ? C'est que le meurtre suppose la volonté de nuire. « Tuer » peut se faire par accident, par légitime défense, par décret de justice, par fait de guerre. L'action extérieure, ou le résultat de l'action, ne suffit pas ; il faut aussi considérer l'intention de celui qui pose l'acte (ou le commandite).

Commettre un homicide volontaire, c'est à la fois détruire une créature de Dieu qui a grande dignité (chaque homme vaut aux yeux de Dieu l'Incarnation et la Passion), et refuser de laisser à Dieu le jugement et la gouvernance des choses. Dieu dit au livre de la Genèse : « je demanderai compte de l'âme de l'homme » (Gn 9, 5 ; consignes à Noé après le déluge).

Le premier meurtre que nous rencontrons dans la Bible est celui d'Abel par Caïn. Nous voyons à la fois que Dieu est atteint par ce meurtre (« la voix du sang de ton frère crie vers moi du sol »), mais qu'il préconise la punition, pas la vengeance : Caïn devra errer sur la terre, mais personne n'aura le droit de le mettre à mort. On trouve déjà ici la logique divine qui sera énoncée en Ezéchiel 33, 11 : « Je ne veux pas la mort du méchant, mais qu'il revienne de sa voie et qu'il vive ».

Après avoir donné les Dix Commandements, Dieu continue de parler à Moïse en commentant ses Commandements. Il parle de l'idolâtrie, de la liberté humaine, puis du meurtre, et du vol. Pour la mort involontaire, Dieu prévoit la possibilité de se réfugier en un lieu d'asile, pour échapper à la vengeance ; quant à l'homicide volontaire, il est puni de mort. Les villes de refuge sont détaillées encore en Dt 19.

De nos jours, la question se pose de façon cruciale face aux enfants à naître et aux personnes dépendantes (handicapés, vieillards). Notre société individualiste et indexée sur l'argent fait régner la loi du plus fort et du plus riche. Au nom de la recherche scientifique, on désire expérimenter sur l'embryon, non par nécessité, mais par appât du gain financier (c'est plus facile et moins cher que d'expérimenter sur les cellules souches ombilicales). Au nom de la liberté individuelle, on ne souhaite pas reconnaître l'avortement comme un homicide en refusant au fœtus le statut de personne humaine. Au nom de l'économie, on souhaite envoyer à la tombe ceux dont les soins coûtent cher. En tous ces domaines, dits 'bioéthiques', il importe de se former si l'on exerce un métier médical. Les repères sont toujours faciles néanmoins : respecter la vie humaine, la dignité des personnes, et laisser Dieu être le maître des choses, autant que faire se peut. Aussi, l'Eglise proclame-t-elle que l'on doit respecter la vie humaine de sa conception à sa mort naturelle.

A un moindre degré, on peut rattacher au Cinquième Commandement le précepte de ne pas nuire injustement à son prochain en blessant son corps ou son âme (scandaliser par le mauvais exemple). Et de façon plus lointaine encore le précepte de respecter la création, de ne pas faire souffrir les animaux, etc. On voit que l'on reste dans le même état d'esprit que ce Commandement. Jésus n'hésitera pas à élargir le Commandement : « Vous avez appris qu'il a été dit aux anciens 'tu ne commettras pas de meurtre' (...) ; et bien moi, je vous dis que quiconque se met en colère contre son frère sera passible du jugement... » (Mt 5, 21)

Voyons maintenant quelques points particuliers, qui nous donneront une meilleure compréhension des choses...

L'imprudence : certes, beaucoup de choses peuvent arriver sans qu'on l'aie voulu, ou sans qu'on l'aie fait exprès. Maintenant, cela ne doit pas être une excuse facile : en effet, l'homme étant doué de raison et de volonté, il peut prévoir la conséquence de ses actes. Ainsi, être négligent ou imprudent est un acte volontaire qu'il faut assumer et qui est coupable. Par exemple, la personne qui perd le contrôle d'elle-même (colère, alcool, drogue, fatigue, etc.) est responsable des actes qu'elle commettra dans cet état (sauf si elle ne l'a pas choisi, ce qui est rare...) ; et une personne qui agit sans réfléchir est responsable des dangers auxquelles elle expose les autres. Certes, sa responsabilité est diminuée, mais elle n'est pas pour autant anéantie. Par exemple, se mettre en état d'ivresse, c'est accepter de dire ou de faire n'importe quoi, ce qui peut nuire à la réputation ou à la vie des autres. De même, négliger de penser à la sécurité ou aux conséquences de nos actes, c'est se moquer

éperdument de nuire à autrui, ce qui est coupable.

La légitime défense : c'est l'action de se défendre (ou de défendre quelqu'un d'autre) d'un agresseur en employant un moyen inférieur ou égal à l'attaque, jusqu'à faire cesser l'attaque ; cette défense peut aller jusqu'à la mort de l'agresseur si celui-ci mettait la vie en danger. Agir ainsi n'est pas seulement légal (juridique) mais légitime (moral). On n'a pas le droit de ne pas défendre autrui (non-assistance à personne en danger). On a le droit de renoncer à se défendre soi-même, si l'on n'est responsable de personne (famille) et si l'on estime qu'il n'en résulterait pas un bien suffisant.

La peine de mort : on ne peut pas la considérer comme une punition du coupable (la punition sert à s'amender, ce que les morts font assez peu...), ni comme un exemple (force de dissuasion, même si elle la possède), mais comme le dernier moyen de protéger la société. Si le système pénitentiaire dont on dispose n'est pas assez sécurisé, ou si le coupable s'enfuit et récidive, on peut avoir recours à la mort comme solution du problème. Cette décision ne peut émaner que d'une cour de justice, qui devra statuer et sur la culpabilité de la personne, de la menace qu'il représente pour la société, et des moyens dont on dispose concrètement pour l'empêcher de nuire.

Le fait de guerre : il ne faut pas considérer la guerre que sous l'angle de la légitime défense de soi ou de son pays. En effet, la guerre demande aussi parfois d'attaquer. C'est à l'autorité politique d'user de la déclaration de guerre (ou de l'envoi de soldats) avec mesure. Pour qu'une guerre soit juste, il faut que son déclenchement soit le dernier recours possible (après la diplomatie), qu'il soit ordonné par l'autorité légitime du pays, que sa cause soit juste (sans intérêts particuliers), qu'on puisse légitimement penser qu'elle apportera un bénéfice plus grand que les destructions qu'elle occasionnera, et qu'elle ait une chance de succès. Mais ce n'est pas parce que la guerre est juste en soi que l'on peut y faire n'importe quoi : chaque action doit encore être morale. Il faut distinguer le combattant du non-combattant, garder une certaine proportionnalité dans les moyens employés, et agir sans haine ni cruauté. Selon leur histoire, les peuples ont telle ou telle attitude lors des guerres. La France a pris conscience qu'il faut éviter de grands massacres pour permettre un après-guerre rapidement stable, et qu'il est plus efficace de détruire les armes que de tuer les personnes.

Le suicide : il est difficile de juger les personnes qui se sont suicidées, leurs motivations profondes et les circonstances de leurs actes, mais il demeure que le suicide suppose un désespoir qui oublie Dieu. Dieu est le maître de la vie, et Il peut arranger les choses. Le suicide pose la question du repentir : chose qu'on ne peut pas faire après la mort... Il nous faut donc prier particulièrement pour ceux qui se sont suicidés.

(Le duel est aussi vivement déconseillé : il est disproportionné.)

Questions :

1- Comment traduire correctement le Cinquième Commandement ?

2- Quels sont les choses qui ne sont pas concernées par le Cinquième Commandement ?

3- Quel est le premier meurtre de l'histoire humaine ?

4- Est-ce que Dieu désire la vengeance ?

5- De quand à quand doit-on respecter la vie humaine ?